

*Administration du pétrole—Loi*

des frais autorisés pour la mise en valeur de ces mêmes ressources. En outre, dans le cas des sociétés à 75 p. 100 canadiennes, ce dernier versement sera haussé à 20 p. 100.

On encouragera l'exploitation des gisements sur les terres du Canada en accordant des stimulants à toutes les sociétés qui y feront de la prospection. Ces stimulants représenteront jusqu'à concurrence de 25 p. 100 des frais autorisés. Bien entendu, on favorisera les sociétés canadiennes en leur accordant des stimulants supplémentaires. Nous encouragerons par ailleurs la canadienisation des sociétés en exigeant de celles qui exploitent des gisements sur les terres du Canada qu'elles soient contrôlées au moins à moitié par des capitaux canadiens. Pour s'assurer que les terres du Canada resteront bien sous contrôle canadien, la Couronne va se réserver par l'intermédiaire de Petro-Canada, l'équivalent d'un quart des capitaux dans tous les projets de mise en exploitation lancés sur ces terres.

En outre, on favorisera les sociétés canadiennes en ce sens que c'est à elles qu'on accordera tous les nouveaux permis d'exportation de gaz naturel. Tous les petits producteurs qui auraient du mal à commercialiser leur gaz naturel pourront faire appel à la banque de gaz naturel qui disposera de 400 millions de dollars.

L'Agence d'examen de l'investissement étranger et l'Agence de contrôle des sociétés pétrolières surveilleront les progrès de la canadienisation. Chacun de ces deux organismes devra s'assurer que le secteur privé collabore à cette offensive.

En critiquant le programme du gouvernement, le parti progressiste conservateur a manqué tout autant de réalisme que les néo-démocrates. Il décrie haut et fort le régime des prix du gouvernement à cause de répercussions qu'il va avoir sur les consommateurs, mais en même temps il préconise une majoration du prix de l'énergie.

● (1530)

Les députés de l'opposition officielle aiment répandre dans leur circonscription les prévisions les plus pessimistes sur le prix d'un litre d'essence d'ici un, deux ou dix ans. Ils ornent leurs feuillets de graphiques alarmants, laissant entendre que ce n'est qu'une partie de la réalité. Cependant, les députés d'en face s'abstiennent de signaler que, contrairement aux prix fixés dans le budget de décembre, le budget du 28 octobre sera beaucoup plus favorable au consommateur. Puisqu'ils rapellent que le litre d'essence coûtera 30c. en 1981, pourquoi ne signalent-ils pas également qu'il aurait coûté 34c. si les propositions Crosbie avaient été acceptées. Pourquoi ne disent-ils pas que si la Chambre des communes et les Canadiens n'avaient pas eu la sagesse de renverser le gouvernement Clark, le litre d'essence aurait coûté 58c en 1984, ce qui est bien loin des 43c. que propose le gouvernement. La réponse à toutes ces questions est bien facile, monsieur l'Orateur. Nous, nous n'avons pas honte de défendre nos propositions. Le gouvernement s'est bien rendu compte que le prix du pétrole et du gaz devait augmenter, mais nous croyons que l'augmentation ne doit pas être excessive. Les conservateurs se contentent de ne montrer qu'une partie de la réalité, parce que les prix de leur budget de décembre étaient indéfendables.

L'opposition officielle refuse de voir les nouveaux emplois et la technologie nouvelle qu'entraînera l'application du programme énergétique. Elle refuse de voir les avantages qu'en retireront toutes les régions.

**M. Wilson:** C'est à cela que se résume le débat. Êtes-vous donc si distrait?

**M. Weatherhead:** Le prolongement du gazoduc jusqu'aux Maritimes, prolongement prévu dans le programme énergétique, assurera de nouveaux débouchés dans l'Est au gaz naturel de l'Ouest.

**Une voix:** Vous lisez un texte que vous ne comprenez pas.

**M. Weatherhead:** Oui, ce programme bénéficiera à toutes les régions. Dans l'immédiat, il entraînera la création d'emplois. Et l'activité industrielle reprendra peu à peu. A plus longue échéance, on verra l'ouverture de nouveaux débouchés dans l'Est comme dans l'Ouest.

Les dépenses prévues dans le programme énergétique national rapporteront environ 2.3 milliards de dollars à l'Alberta au cours des trois ou quatre prochaines années, en plus des recettes considérables que produira le nouveau régime de fixation des prix. Le programme prévoit des dépenses d'environ 290 millions de dollars au Nouveau-Brunswick dans les secteurs de la recherche, des encouragements industriels, de la conservation, et ainsi de suite. L'Ontario recevra 925 millions de dollars en vertu du programme. Cet argent servira à créer des emplois dans l'immédiat et l'Ontario profitera en outre des retombées économiques produites par ces dépenses. Toutes les provinces seront favorisées par les dépenses directes prévues dans le cadre du programme. A long terme, ces dépenses serviront à établir une base d'activité industrielle et permettront à de nouvelles industries de satisfaire à l'évolution des besoins énergétiques du Canada. Chose curieuse, le budget MacEachen conserve les chiffres prévus dans le budget de décembre dernier pour les sommes versées aux provinces productrices et ces chiffres avaient été fixés sans qu'il y ait d'entente.

L'un des passe-temps favoris de l'opposition consiste à laisser entendre qu'elle avait conclu une entente avec les provinces productrices avant de présenter son budget. Comme le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) l'a précisé la semaine dernière, aucune entente n'avait été signée. Nous avons bien des fois mis l'opposition au défi de prouver que l'entente existait. J'imagine que les députés de ce côté-ci de la Chambre, comme tous les autres Canadiens, devront attendre de voir ce qui se passera pendant que Tom Sindlinger, anciennement député conservateur et maintenant député indépendant à l'Assemblée législative de l'Alberta, demande qu'on lui présente la moindre preuve qu'une telle entente avait été conclue. L'opposition officielle semble croire que si elle répète quelque chose assez souvent, les gens finiront peut-être par croire que c'est vrai. L'opposition officielle essaie maintenant de faire croire que ce mythe est entré dans la légende.

Au cours des quatre prochaines années, les provinces productrices de l'ouest du Canada recevront environ 40 millions de dollars pour leur pétrole et leur gaz. On a calculé que l'Alberta obtiendra 100 millions de dollars au cours des dix prochaines années, soit pendant la durée du Programme énergétique national. Nous devrions y réfléchir, monsieur l'Orateur. J'ai signalé plus tôt que certaines régions ont leur place au soleil. C'est maintenant le tour des provinces productrices, surtout l'Alberta. Les habitants de l'Alberta s'inquiètent cependant que leur prospérité ne disparaisse en même temps que leurs sources conventionnelles de pétrole. Rien ne saurait être aussi faux. Dans la politique énergétique nationale, un